

ARRETE DU MAIRE

Nous, Maire de la Commune de DAINVILLE,
Vu, le Code de la Route,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales
Vu, la demande formulée par la **Société CIRCET R4780**
domiciliée **7, rue des Malières – 59710 AVELIN**
Considérant qu'il y a lieu de favoriser le bon déroulement des
travaux de réalisation d'une tranchée pour création d'adduction
entre une chambre et un regard Télécom sur la rue du 19 Mars
1962 à Dainville.
Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter
la circulation et assurer la sécurité.

ARRETONS

Réf. : ST/FM

Article 1 : L'entreprise CIRCET R4780 est autorisée LE
Mercredi 14 Janvier 2026 à occuper le domaine public sur la
rue du 19 Mars 1962 (face au n°5) à Dainville.

N° 2026/002

OBJET

**Réalisation d'une
tranchée pour
création
d'adduction entre
une chambre et le
regard Télécom
5, rue du 19 Mars
1962**

Article 2 : Les restrictions consistent en :

- Interdiction de stationner au droit du chantier,
- Circulation alternée règlementée par des feux
tricolores ou manuellement,
- Limitation de la vitesse à 30 km/h au droit du chantier

Article 3 : Des panneaux de signalisation seront posés et
entretenus par les soins et aux frais de l'entreprise chargée
d'effectuer les travaux conformément aux prescriptions de
l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire
approuvée les 15 Juillet 1974, modifié le 06 Novembre 1992.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché dans la
commune de DAINVILLE par les soins de Madame le Maire.

Article 5 : Madame la Directrice Générale des Services de la
Mairie, Monsieur le commissaire d'Arras, sont chargés chacun
en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, publié,
transmis et certifié exécutoire le 09 Janvier 2026.

Dainville, le 09/01/2026
Le Maire,
Françoise ROSSIGNOL



#Signature#

*Nota : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif
territorialement compétent, qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans
le délai de 2 mois à compter de sa notification*